

المملكة المغربية  
Royaume du Maroc



وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات  
Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des  
Eaux et Forêts

**PROGRAMME IHYAE « REVITALISATION DES TERRITOIRES RURAUX MAROCAINS PAR  
L'EMPLOI ET L'ENTREPRENARIAT DANS DE LE SECTEUR AGRICOLE ET PARA-AGRICOLE »**

**CONVENTION DE CREDIT N° CMA1269 01 P  
PASSEE ENTRE LE ROYAUME DU MAROC ET L'AFD**

**MARCHE N°02/2026**

**APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRE DE PRIX  
N° 04/2026/ITSABT**

**ACHAT DE MATERIEL DIDACTIQUE ET PEDAGOGIQUE  
POUR L'UNITE DE TRITURATION POUR LA DEMONSTRATION (UNITE  
ET ANNEXES) AU PROFIT DE L'ITSA SAHEL BOUTAHER TAOUNATE**

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES**

- Conformément aux dispositions de la convention de crédit n° CMA 1269 01 P passée entre le royaume du Maroc et l'AFD
- En application des dispositions des articles 19 et 20 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics.



### SOMMAIRE

Préambule du cahier des prescriptions spéciales .....	3
CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES .....	6
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE .....	6
ARTICLE 2 : CADRE DE LA PASSATION DE MARCHE.....	6
ARTICLE 3 : MODE ET REFERENCES DE PASSATION DU MARCHE .....	7
ARTICLE 4 : CONSISTANCE ET LIEU DE LIVRAISON .....	7
ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE .....	7
ARTICLE 6 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET PARTICULIERS AU MARCHE.....	8
ARTICLE 7 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU FOURNISSEUR .....	8
ARTICLE 8 : DELAI D'EXECUTION .....	8
ARTICLE 9 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET DEFINITIF.....	8
ARTICLE 10 : RETENUE DE GARANTIE.....	9
ARTICLE 11 : CARACTERE ET NATURE DE PRIX .....	9
ARTICLE 12 : PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LA LIVRAISON.....	9
ARTICLE 13 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE.....	9
ARTICLE 14 : MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON.....	10
ARTICLE 15 : CONDITIONS ET MODALITES DE REGLEMENT .....	10
ARTICLE 16: NANTISSEMENT.....	11
ARTICLE 17 : SOUS-TRAITANCE .....	11
ARTICLE 18 : ASSURANCES .....	12
ARTICLE 19 : ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR .....	12
ARTICLE 20 : RESILIATION DU MARCHE .....	12
ARTICLE 21 : CAS DE FORCE MAJEURE .....	12
ARTICLE 22: VALIDITE ET APPROBATION DU MARCHE .....	12
ARTICLE 23 : NORMES D'ETHIQUE DE L'AFD AFFERENTES A LA SELECTION DES ENTREPRISES ET L'EXECUTION DU MARCHE.....	13
ARTICLE 24 : NORMES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES .....	14
ARTICLE 25 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT .....	14
CHAPITRE II : DISPOSITIONS PARTICULIERES.....	15
ARTICLE 26 : ENGAGEMENTS DU MAITRE D'OUVRAGE .....	15
ARTICLE 27 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DU MATERIEL A FOURNIR .....	15
ARTICLE 28 : TRANSPORT .....	15
ARTICLE 29 : UTILISATION DES DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DIFFUSION DE RENSEIGNEMENTS .....	15
ARTICLE 30 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE .....	15
ARTICLE 31 : GARANTIE.....	15
BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF	



## Préambule du cahier des prescriptions spéciales

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix en application des dispositions de la convention de financement n° CMA 1269 01 P passée entre le royaume du Maroc et l'AFD, et les articles 19 et 20 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

### ENTRE

Monsieur Le directeur de l'Institut des Techniciens Spécialisés en Agriculture Sahel Boutaher Taounate, Sous-Ordonnateur, Désigné ci-après par le terme "maître d'ouvrage",

D'UNE PART

ET

#### 1. Cas d'une personne morale

La société ..... représentée par M :

Qualité.....

Agissant au nom et pour le compte de

.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social ..... Patente n° .....

Registre de commerce de ..... Sous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n° ..... IFn° .....

Faisant élection de domicile au .....

Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres)

Ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « ENTREPRENEUR »

D'autre part

IL A ETE ARRETEET CONVENU CE QUI SUIIT



## 2. Cas de personne physique

M ..... Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce de ..... sous le n° .....

Patente n° ..... Affilié à la CNSS sous n° .....

IFn° ..... Faisant élection de domicile au .....

Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres) .....

Ouvert auprès de .....

Désigné ci-après par le terme « ENTREPRENEUR »

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

## 3. Cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitué aux termes de la convention ..... (les références de la convention) ..... :

- Membre 1 : M ..... qualité .....

Agissant au nom et pour le compte de ..... en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social ..... Patente n° .....

Registre de commerce de ..... Sous le n° .....

Affilié à la CNSS sous n° .....

Faisant élection de domicile au .....

Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres) ..... ouvert auprès de .....

- Membre 2 :

(Servir les renseignements le concernant)

- Membre n :

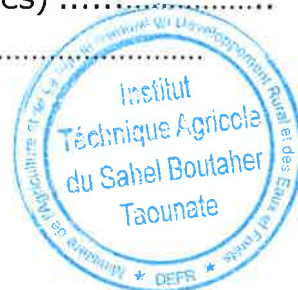
Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M... (prénom, nom et qualité) ..... En tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 chiffres) .....

Ouvert auprès de (banque) .....

Désigné ci-après par le terme « ENTREPRENEUR ».

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT





#### 4. Cas des établissements publics

Je soussigné.....(prénom, nom  
et qualité)

Agissant au nom et pour le compte de..... (dénomination de  
l'établissement) Adresse du  
siège.....

.....  
Adresse du domicile élu.....

Affiliée à la..... sous le

N°.....

Inscrit au registre de commerce (lorsque l'établissement est assujéti à cette  
obligation) ..... (localité) sous le

N°.....

N° de l'identifiant commun de

l'entreprise.....

Inscrit à la taxe professionnelle sous le

N°.....

Références du texte l'habilitant à exercer les missions objet du  
marché:.....

N° du compte courant postalbancaire ou à la TGR

..... (RIB).

**Le titulaire du marché ci-après désigné par le terme « entrepreneur »**

**D'AUTRE PART**

**« IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT »**





**ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ**

Le marché issu du présent appel d'offres a pour objet l'acquisition de :  
**ACHAT DE MATERIEL DIDACTIQUE ET PEDAGOGIQUE POUR L'UNITE DE TRITURATION POUR LA DEMONSTRATION (UNITE ET ANNEXES) AU PROFIT DE L'ITSA SAHEL BOUTAHER TAOUNATE ;**

**ARTICLE 2 : CADRE DE LA PASSATION DE MARCHÉ**

Le présent appel d'offres est passé dans le cadre du programme « **Revitalisation des territoires ruraux marocains par l'emploi et l'entrepreneuriat dans le secteur agricole et para-agricole au MAROC** » selon les dispositions de la convention de crédit n° **CMA1269 01 P** passée entre le Royaume du Maroc et l'AFD. Ce programme est financé à travers un don de la Commission de l'Union Européenne, et un don et un prêt de l'AFD dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie GENERATION GREEN.

Ce programme intervient dans les trois territoires des régions de Fès-Meknès, de l'Oriental, et de Souss-Massa.

**Objectifs et contenu du Programme**

**Objectif Global :** Contribuer à rendre attractif les territoires ruraux pour participer au développement de la classe moyenne rurale, en accompagnant le Gouvernement du Maroc dans sa nouvelle stratégie "Génération Green 2020-2030" sur ses volets « inclusion économique des populations rurales » (notamment des jeunes et des femmes), « efficacité et soutenabilité économique et environnementale des chaînes de valeur agricoles », « Appui, conseil, recherche, digitalisation ».

**Objectifs spécifiques :**

- Développer les écosystèmes d'appui aux entrepreneurs et aux organisations de producteurs/rices agricoles dans les territoires ;
- Doter les territoires d'infrastructures de commercialisation modernes et de zones d'activités para-agricoles, en tenant compte des besoins ;
- Renforcer l'environnement institutionnel dans les territoires (meilleure coordination, mutualisation des efforts et expériences des services déconcentrés et des collectivités locales).

Chaque activité visant les objectifs spécifiques ci-dessus sera abordée en tenant compte systématiquement des enjeux d'égalité femmes-hommes (formulation et mise en œuvre) et d'adaptation aux impacts du changement climatique.

**Contenu du Programme**

Les objectifs du Programme pourront être atteints par l'intermédiaire de trois composantes interdépendantes et complémentaires :

***Composante 2 (C2) : Renforcement de l'écosystème agricole régional dans trois régions du Maroc (Fès-Meknès, Oriental et Souss-Massa).***

Cette composante repose sur le concept structurant « d'écosystème agricole régionale » qui a permis d'identifier les trois objectifs spécifiques du Programme. Ce concept est composé de deux piliers :

- Les acteurs du territoire intervenant dans le secteur agricole et para-agricole : les services et agences déconcentrés du MAPMDREF, le Conseil régional, les représentants

des autres départements ministériels, du secteur privé et de la société civile ayant une activité structurante sur l'emploi et l'entrepreneuriat dans le secteur agricole dans la région, les agriculteurs, et les organisations professionnelles agricoles.

- Les déterminants de la production et de la commercialisation agricole : maîtrise des itinéraires techniques, disponibilité et durabilité des ressources et intrants, information sur les prix et accès aux marchés, accès aux financements, capacité de stockage et de transformation/valorisation des productions.

En ce sens, les interventions de cette composante 2 reposent sur une analyse des besoins des acteurs institutionnels en termes de nouveaux projets de territoires à promouvoir, et sur l'identification des « déterminants manquants, ou inefficients » de la production et de la commercialisation agricole.

L'identification des interventions nécessaires est précisée par la déclinaison des besoins selon les quatre types d'espace rural identifiés lors de l'étude de faisabilité (zone d'agriculture intensive dite « minière », zone péri-urbaine, zone intermédiaire, zone isolée).

### **Composante 3 (C3) : Appui aux acteurs de l'écosystème régional agricole :**

Pour appuyer les maîtrises d'ouvrage régionales dans l'exercice de leur mission de coordination des parties prenantes de l'écosystème agricole et de mise en œuvre du Programme, cette composante financera une assistance technique dédiée. Cette AT accompagnera la mise en place d'une gouvernance territoriale intégrée des nouveaux Plans Agricoles Régionaux Génération Green, reposant sur l'implication renforcée des opérateurs déconcentrés d'autres Ministères, des conseils régionaux et des communes, avec lesquels le MAPMDREF partagent des compétences en matière d'emploi, d'entrepreneuriat ou de commercialisation agricole.

### **ARTICLE 3 : MODE ET REFERENCES DE PASSATION DU MARCHÉ**

Le marché issu du présent appel d'offres est passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix n°04/ITSASBT/2026 du 28/04/2026, en application des dispositions de la convention de crédit n° CMA 1269 01 P passée entre le royaume du Maroc et l'AFD, et de l'alinéa I-1 de l'article 19, et le paragraphe 1 de l'article 20 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 20 du Décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

### **ARTICLE 4 : CONSISTANCE ET LIEU DE LIVRAISON**

Les prestations à exécuter au titre du présent marché font l'objet qui consiste à la fourniture et à la livraison de :

- **ACHAT DE MATERIEL DIDACTIQUE ET PEDAGOGIQUE POUR L'UNITE DE TRITURATION POUR LA DEMONSTRATION (UNITE ET ANNEXES);**

Les caractéristiques techniques des fournitures susvisées sont explicitées au niveau de l'article 27 du présent CPS.

La livraison de ces fournitures se fera à l'**Institut des Techniciens spécialisés en Agriculture**, sis à **Sahel Boutaher Tounat**

### **ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont celles énumérées ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. La déclaration d'engagement d'éligibilité, et de responsabilité environnementale et sociale ;
3. Le présent Cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
4. Le bordereau de prix- détail estimatif ;



5. Les catalogues et/ou prospectus et les documents techniques du concurrent, présenté dans son offre de soumission ;
6. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux (CCAG-T).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que l'acte d'engagement et le bordereau de prix-détail estimatif, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

#### **ARTICLE 6 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET PARTICULIERS AU MARCHÉ**

**Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :**

1. Le décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics, qu'il a été modifié et complété, ainsi que ses textes d'application ; **y compris les dérogations introduites par la convention de crédit n° CMA 1269 01 P passée entre le royaume du Maroc et l'AFD ;**
2. Le Décret n° 2-14-394 du 6 chaabane 1437 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (CCAG-T), tel que modifié et complété ;
3. Le Dahir n°1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics ;
4. Dahir n°1-00-91 du 15 février 2000 portant promulgation de la loi n° 17-97 sur la protection de la propriété intellectuelle
5. Le Dahir 1-85-347 du 17 rabiaa II (20 Décembre 1986) portant promulgation de la loi n° 30-85 relative à la taxe sur la valeur ajoutée et ses textes d'application, tels qu'ils ont été modifiés et complétés ;
6. Le décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique, tel qu'il a été modifié et complété ;
7. Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015) relatif au nantissement des marchés publics ;
8. La loi n° 69-00 promulguée par le Dahir n° 1-03-195 du 11 novembre 2003 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes, tel qu'elle a été modifiée et complétée ;
9. Le code général des impôts, tel qu'il a été modifié et complété ;
10. Et en général, tous les textes réglementaires ayant trait avec l'objet du présent marché rendus applicables à la date de signature du marché.

Le fournisseur devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

#### **ARTICLE 7 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU FOURNISSEUR**

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge de ce dernier, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier des prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché telles qu'indiquées ci-dessous ; à l'exception du cahier des prescriptions communes applicable et du cahier des clauses administratives générales relatifs au marché de travaux.

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif.

#### **ARTICLE 8 : DELAI D'EXECUTION**

Le délai d'exécution est fixé à **Soixante (60) jours**. Il court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de l'exécution des prestations.

Ce délai s'applique à l'achèvement de la livraison de la totalité des fournitures incombant au titulaire.

#### **ARTICLE 9 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET DEFINITIF**

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à la somme de :





- **Lot n°1: Quinze Mille Huit cent Dirhams (15 800,00 DH);**

Le montant du cautionnement définitif est fixé à **trois pour cent (3%)** du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur.

Si le fournisseur ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 20 jours qui suivent la notification de l'approbation du marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis au maître d'ouvrage.

#### **ARTICLE 10 : RETENUE DE GARANTIE**

La retenue de garantie est fixée à 10 % de chaque acompte. Elle cessera de croître lorsqu'elle atteint 7% du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des avenants intervenus.

Elle peut être remplacée par une caution bancaire personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 11 : CARACTERE ET NATURE DE PRIX**

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix-détail estimatif, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont établis par le fournisseur tel que défini aux articles 14 et 15 du décret n° 2-22-431 précité et 53 du CCAG-T.

Les prix sont fermes et non révisables. Toutefois, si taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le Maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement

#### **ARTICLE 12 : PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LA LIVRAISON**

En cas de retard dans la livraison des fournitures dans le délai prescrit, il est appliqué une pénalité par jour calendaire de retard à l'encontre du fournisseur d'un **pour mille (1‰)** du montant du marché.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 70 du CCAG-T.

#### **ARTICLE 13 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE**

##### **13-1- Réception provisoire :**

Le maître d'ouvrage s'assure, en présence du fournisseur ou de son représentant, de la conformité des fournitures aux spécifications techniques du marché.

Les fournitures livrées sont soumises à des vérifications destinées à constater leur conformité avec le descriptif des fournitures indiquées au présent CPS et par comparaison avec les modèles décrits par la documentation technique et aux échantillons déposés par le titulaire du marché.

A l'issue de ces opérations, le maître d'ouvrage prononcera la réception provisoire

La réception provisoire sera sanctionnée par un procès-verbal de réception provisoire signé par les membres de la commission de réception désignée à cet effet par le maître d'ouvrage.

##### **13-2- Réception définitive :**

La réception définitive sera prononcée après l'expiration du délai de garantie faisant suite à la date de réception provisoire sous réserve qu'entre-temps la fourniture n'ait laissé apparaître aucune défectuosité.



La réception définitive sera sanctionnée par un procès-verbal de réception définitive signé par les membres de la commission de réception désignée à cet effet par le maître d'ouvrage.

#### **ARTICLE 14 : MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON**

La livraison des fournitures objet du présent marché devra être réalisée par le titulaire du marché. Les fournitures demeureront aux risques du fournisseur jusqu'à livraison de matériel didactique et pédagogique pour l'unité de trituration pour la démonstration (et montage complet et mise en marche du matériel, le cas échéant).

Les fournitures livrées par le fournisseur doivent être accompagnées d'un bon de livraison, ou pièce tenant lieu, établi en trois (3) exemplaires. Ce bulletin doit indiquer :

- 1- La date de livraison ;
- 2- La référence au marché ;
- 3- L'identification du fournisseur ;
- 4- L'identification des fournitures livrées (n° de l'article, désignation et caractéristique des fournitures, quantités livrées.... etc.).

Toute livraison de fournitures doit s'effectuer pendant les jours ouvrables et en dehors des jours fériés et dans tous les cas selon un programme préétabli par le fournisseur et accepté par le maître d'ouvrage.

La livraison sera considérée effective quand la preuve de livraison de la fourniture, conformément aux conditions du marché, aura été fournie au maître d'ouvrage avec la ou les bons de livraison (y afférentes) et toute autre documentation spécifiée ci-après.

Avant toute livraison des fournitures, le titulaire du marché doit faire parvenir un préavis d'au moins sept (7) jours au maître d'ouvrage.

Le fournisseur s'engage à fournir pour chaque matériel livré : **Le cas échéant**

- 1- les documents de mise en marche ou d'utilisation ;
- 2- les documents de maintenance, le cas échéant ;

Ces documents doivent être rédigés en langue arabe ou française.

La livraison des fournitures se dérouleront sur les lieux en présence des représentants dûment habilités du maître d'ouvrage et du fournisseur.

Lorsque des contrôles préliminaires laissent apparaître des discordances entre les fournitures indiquées dans le marché et celles effectivement livrées, la livraison est refusée par le maître d'ouvrage et le titulaire est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder aux modifications nécessaires à la correction des anomalies constatées, ou, le cas échéant, pourvoir au remplacement des fournitures non-conformes.

Le retard engendré par le remplacement ou la correction des fournitures jugées non conformes par le maître d'ouvrage sera imputable au fournisseur et la non-réception par le maître d'ouvrage ne justifie pas, par lui-même, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel.

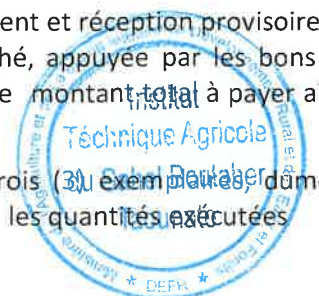
Après correction des défauts et anomalies constatés, ou remplacement des fournitures refusées, le maître d'ouvrage procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle.

**Les opérations de transport, de chargement, de déchargement, de déballage, d'emballage et d'installation sont à la charge exclusive du titulaire et sont effectuées sous sa responsabilité.**

#### **ARTICLE 15 : CONDITIONS ET MODALITES DE REGLEMENT**

Le règlement des prestations objet du présent marché se fera après achèvement et réception provisoire de la fourniture et suite à la présentation d'une facture du titulaire du marché, appuyée par les bons de livraisons, décrivant les fournitures livrées et indiquant les quantités livrées, le montant total à payer ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant.

Le fournisseur est tenu de fournir au maître d'ouvrage une facture, en trois (3) exemplaires, document signés et arrêtées en toutes lettres par lui, indiquant les prestations rendues, les quantités exécutées



et les mentions obligatoires prévues par la réglementation fiscale et commerciale en vigueur, notamment :

- l'identité de l'entreprise ;
- la date de l'opération ;
- le nom, le prénom ou raison sociale et adresse ;
- les prix, quantité et nature des prestations exécutées ou services rendus ;
- d'une manière distincte, le montant et le taux de la TVA, ou à défaut l'article du code général des impôts précisant l'exonération de la prestation ;
- les références et le mode de paiement se rapportant aux factures ;
- le numéro du registre de commerce, le numéro d'identification fiscale attribuée par le service local des impôts, ainsi que le numéro d'article d'imposition à l'impôt de la patente (taxe professionnelle) et, éventuellement, l'identifiant commun de l'entreprise (ICE).

Le règlement sera effectué sur la base des prix du bordereau des prix – détail estimatif, déduction faite de la retenue de garantie et de l'application des pénalités de retard, le cas échéant, ou de toutes sommes à la charge du fournisseur.

Le maître d'ouvrage se libérera valablement des sommes dues par lui en exécution du marché par virement au compte ouvert au nom du titulaire indiqué dans son acte d'engagement.

#### **ARTICLE 16: NANTISSEMENT**

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

- 1- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du Monsieur le directeur de l'ITSA Sahel Boutaher Taounate,
- 2- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.
- 3- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.
- 4- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Payeur de la Province de Taounate seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.
- 5- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

#### **ARTICLE 17 : SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire choisit librement ses sous-traitants sous réserve qu'il notifie au Maître d'ouvrage :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous- traitants ;
- le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents prévus à l'article 27 du décret n° n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics précité.

Le titulaire s'engage à confier les prestations à sous-traiter à la PME installées au Maroc.



Le Maître d'ouvrage peut exercer un droit de récusation par lettre motivée, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de l'accusé de réception, notamment lorsque les sous-traitants ne remplissent pas les conditions prévues à l'article 27 précité.

Le titulaire demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le Maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et les tiers.

Le Maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants du titulaire.

En aucun cas, la sous-traitance ne peut dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter le lot ou le corps d'état principal du marché.

#### **ARTICLE 18 : ASSURANCES**

Avant tout commencement des prestations, le fournisseur doit adresser au Maître d'ouvrage une ou plusieurs attestations délivrées par un ou plusieurs établissements justifiant la souscription d'une ou plusieurs polices d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution des marchés et précisant leur date de validité et ce, conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-T, tel qu'il a été modifié et complété.

#### **ARTICLE 19 : ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR**

Toutes les correspondances relatives au marché issu du présent appel d'offres sont valablement adressées au domicile élu du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement.

A défaut d'avoir élu domicile au niveau de l'acte d'engagement, toutes les correspondances sont valablement adressées au domicile élu par le fournisseur, sis à ..... Maroc.

En cas de changement de domicile, le fournisseur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de quinze (15) jours suivant ce changement.

#### **ARTICLE 20 : RESILIATION DU MARCHÉ**

La résiliation du marché peut être prononcée par décision de l'autorité compétente conformément aux dispositions prévues par le Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics et celles prévues par les articles 28, 30, 43 à 48, 53, 60 et 70 du CCAG-T.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge de l'entrepreneur, le ministre, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont prestataire est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

#### **ARTICLE 21 : CAS DE FORCE MAJEURE**

L'entreprise est soumise en ce qui concerne le cas de force majeure à l'article 43 du C.C.A.G.T.

- la neige : 50 cm ;
- la pluie : 80 mm ;
- le vent : 100 kms/h ;
- le séisme : 6 degré sur l'échelle de Richter.

#### **ARTICLE 22: VALIDITE ET APPROBATION DU MARCHÉ**

Le marché issu du présent appel d'offres ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente. L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement des





prestations, objet du présent marché. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis. Ce délai peut être prorogé selon les dispositions de l'article 143 du décret 2-22-431 relatifs aux marchés publics.

Lorsque le délai de validité des offres est prorogé conformément aux dispositions de l'article 36 du présent décret, le délai de notification de l'approbation visé au premier alinéa ci-dessus est prorogé d'une période supplémentaire qui ne peut dépasser la période de prorogation de validité des offres fixée par le maître d'ouvrage et acceptée par les concurrents. Sans préjudice des dispositions de l'article 36 du présent décret, le maître d'ouvrage peut, le cas échéant, demander à l'attributaire, de proroger la validité de son offre d'une durée supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours. A cet effet, il lui fixe une date limite pour faire connaître sa réponse.

Cette demande doit être adressée à l'attributaire, avant l'expiration du délai de validité, par voie recommandée avec accusé de réception.

L'attributaire, dûment saisi, doit faire connaître sa réponse, par tout moyen pouvant donner date certaine, avant l'expiration de la date limite qui lui est impartie par le maître d'ouvrage.

Si l'attributaire accepte le nouveau délai proposé, il reste engagé vis-à-vis du maître d'ouvrage pendant ce nouveau délai.

Si l'attributaire ne donne pas son accord à la demande de prorogation du délai de validité de son offre ou s'il ne répond pas dans le délai qui lui est imparti par le maître d'ouvrage, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire au plus tard quarante-huit heures à compter de la date de réception de la réponse de l'attributaire ou à l'expiration du délai qui lui est imparti. Dans ce cas, il est procédé à l'annulation de la procédure.

En cas d'absence de notification de l'approbation du marché durant le délai imparti, du marché prorogé le cas échéant, le maître d'ouvrage établit un rapport explicitant les raisons qui ont conduit à la non-approbation ou à la non-notification du marché. Ce rapport est versé dans le dossier du marché.

#### **ARTICLE 23 : NORMES D'ETHIQUE DE L'AFD AFFERENTES A LA SELECTION DES ENTREPRISES ET L'EXECUTION DU MARCHE**

Outre les dispositions de lutte contre la fraude et la corruption, l'entreprise s'engage à respecter les normes d'éthique exigées par l'AFD telles qu'elles sont stipulées ci-après.

L'Agence, dans le cadre des Marchés qu'elle finance, a pour principe d'exiger des Maîtres d'Ouvrage (et des bénéficiaires de ses financements), comme des entreprises, le respect des normes d'éthique les plus strictes lors de la sélection des entreprises et de l'exécution desdits Marchés.

En application de ce principe, l'Agence définit les expressions ci-dessous de la façon suivante :

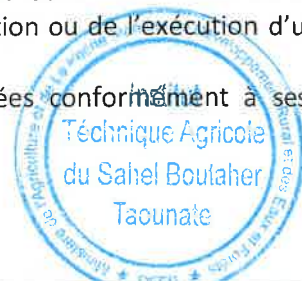
Est coupable de "corruption" quiconque promet, offre, donne, sollicite ou accepte directement ou indirectement un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché,

Se livre à des "manœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;

« Pratiques collusoires » désignent toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que le Maître d'Ouvrage en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;

« Pratiques coercitives » désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché.

L'Agence, à la suite de ses propres investigations et conclusions, menées conformément à ses procédures:



Rejettera une proposition d'attribution s'il est établi que l'entreprise proposée est, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption ou s'est livrée à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires ou coercitives pour l'attribution de ce marché ;

Annulera la fraction du financement affectée au marché de prestations de l'entreprise s'il est établi qu'à un moment donné, les représentants du Maître d'Ouvrage ou d'un bénéficiaire du financement, lors de la procédure de sélection ou de l'exécution du Marché, se sont livrés à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires ou coercitives sans que le Maître d'Ouvrage n'ait entrepris les actions appropriées pour y remédier, à la satisfaction de l'Agence ;

Déclarera l'entreprise inéligible, soit indéfiniment soit pour une période déterminée, aux marchés financés par l'Agence si, à un moment donné, l'entreprise s'est livrée à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires ou coercitives, lors de la procédure de passation ou de l'exécution du Marché. Dans ce cas, l'entreprise se voit frappée d'interdiction de participer aux marchés financés par l'Agence pour une période déterminée par l'Agence.

L'Agence se réserve le droit, lorsqu'il a été établi par un organisme national ou international qu'une entreprise proposée s'est livrée à la corruption ou à la fraude, de déclarer cette entreprise inéligible, pour une période donnée, aux marchés financés par l'Agence.

L'Agence se réserve le droit d'inspecter les comptes et registres relatifs à l'exécution du Marché et à les faire vérifier par des commissaires aux comptes désignés par l'Agence.

#### **ARTICLE 24 : NORMES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES**

L'entreprise s'engage à :

Respecter et faire respecter par l'ensemble de ses sous-traitants, en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays où est réalisé le projet, les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement ;

Appliquer, le cas échéant, les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux telles que définies dans le plan de gestion environnemental et social fourni par le Maître d'Ouvrage.

A cet effet, l'entreprise est tenue de prendre les mesures générales et particulières adéquates afin d'atténuer les risques environnementaux sur les milieux récepteurs.

Les mesures générales concernent : l'identification des zones de dépôt de déblais, l'identification des sites d'emprunt, la lutte contre la pollution des eaux superficielles et souterraines, la pollution atmosphérique et la pollution sonore, la remise en état des lieux, la sécurité humaine et la protection du patrimoine culturel et historique.

Les mesures particulières concernent l'expropriation des terrains et la limitation des pertes de production agricoles. Toutes ces mesures doivent être conformes aux recommandations du cadre de gestion environnemental et social (CGES) élaboré à cet effet.

#### **ARTICLE 25 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT**

Le titulaire du marché doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.



## **CHAPITRE II : DISPOSITIONS PARTICULIERES**

### **ARTICLE 26 : ENGAGEMENTS DU MAITRE D'OUVRAGE**

Le Maître d'ouvrage s'engage à mettre à la disposition du titulaire toutes les informations nécessaires au bon déroulement des prestations objet du présent marché.

### **ARTICLE 27 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DU MATERIEL A FOURNIR**

Le matériel et fourniture à fournir doit répondre aux caractéristiques techniques demandées. Toutes les caractéristiques exigées sont à titre impératives. Par ailleurs, le matériel et les fournitures proposés par le fournisseur dans son offre de soumission ayant des caractéristiques plus performantes ou équivalentes aux caractéristiques exigées est acceptable.

### **ARTICLE 28 : TRANSPORT**

Tous les frais de transport, de chargement et de déchargement jusqu'à livraison de la fourniture objet du marché seront à la charge du fournisseur.

### **ARTICLE 29 : UTILISATION DES DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DIFFUSION DE RENSEIGNEMENTS**

Le fournisseur sauf consentement préalable donné par écrit du Maître d'ouvrage, ne communiquera, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications ou informations fournies par le Maître d'ouvrage en son nom et au sujet du marché, à aucune personne autre qu'une personne employée par le fournisseur à l'exécution du marché. Les informations transmises à une personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Le fournisseur sauf consentement préalable, donné par écrit, du Maître d'ouvrage n'utilisera aucune des informations énumérées dans le paragraphe 1, si ce n'est pour l'exécution du marché.

### **ARTICLE 30 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE**

Le fournisseur garantit le Maître d'ouvrage contre tout recours en matière de propriété industrielle, brevets, licences, marques ou appellations déposées, ... etc., concernant les fournitures, installation et services connexes objet du présent marché.

Il appartient au fournisseur, le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

Dans le cas où le Maître d'ouvrage serait recherché en cette matière, le fournisseur s'engage à se substituer à lui comme défenseur à supporter entièrement les frais de procédure, les dépenses de toute sorte occasionnée par l'instance juridique ainsi que les indemnités : dommages, intérêts, frais de destruction et remplacement de fournitures, installations.

### **ARTICLE 31 : GARANTIE**

Le fournisseur garantit que toutes les fournitures livrées en exécution du marché sont neuves, n'ont jamais été utilisées. Le Fournisseur garantit en outre que toutes les fournitures livrées en exécution du marché n'auront aucune défectuosité due à leur conception, aux matériaux, ou à tout acte ou omission du fournisseur, laquelle défectuosité puisse se développer pendant l'utilisation normale des fournitures livrées dans les conditions prévalant lors de leur utilisation.

Conformément à l'article 75 du CCAG-T, cette garantie demeurera valable **douze (12)** mois à compter de la date de la réception provisoire du marché.





**N.B:**

**Le prestataire devra remettre :**

- 1. Un plan d'implantation des équipements dans le local.
- 2. Les fiches techniques détaillées de tous les équipements.
- 3. Les manuels d'utilisation et de maintenance en français/arabe.
- 4. Une attestation de conformité électrique.
- 5. Les factures et certificats de garantie.

**L1 : LOT TRITURATION**

**L1. 1: Combiné Effeuilleuse-Laveuse compacte Capacité 50-100 kg/h, en Inox AISI 304, avec bac de recyclage d'eau**

Ce prix comprend la fourniture et le pose d'un Combiné Effeuilleuse-Laveuse compacte

- **Matériau :** Entièrement en Inox AISI 304 (châssis et cuve).
- **Fonction :** Élimination des feuilles par aspiration et lavage des olives par immersion/barbotage.
- **Capacité :** 50 à 100 kg/heure.
- **Équipements inclus :** \* Grille de séparation des corps étrangers (cailloux, branches).
  - Pompe de circulation pour le recyclage de l'eau (économie d'eau).
  - Bac de décantation amovible pour faciliter l'extraction des boues.
- **Alimentation :** 220V ou 380V (selon votre local).

Y compris toutes sujétions de fourniture, de pose, de raccordement, installation de test et de mise en service.

**UNITE DE PAIEMENT : L'UNITE**

**L1. 2: Unité d'extraction continue "Monobloc" (Broyeur/Malaxeur/Décanteur) d'une capacité 100KG/h**

Fourniture et le pose d'une Unité d'extraction continue "Monobloc" :

- **Broyeur :** À marteaux inox, avec grille interchangeable pour varier la finesse de la pâte (aspect pédagogique).
- **Malaxeur :** \* Capacité de 50 kg de pâte.
  - Double paroi pour circulation d'eau chaude (chauffage par résistance intégrée).
  - **Option pédagogique obligatoire :** Couvercle supérieur en polycarbonate transparent pour observer le malaxage.
- **Décanteur Centrifuge :**
  - Technologie 2 phases (séparation Huile / Grignons humides) sans ajout d'eau externe.
  - Vitesse de rotation élevée avec régulation automatique du débit.
- **Sécurité :** Capteurs d'arrêt automatique en cas d'ouverture des carters.

Y compris toutes sujétions de fourniture, de pose, de raccordement, installation de test et de mise en service.

**UNITE DE PAIEMENT : L'UNITE**

**L1. 3: Élévateur à vis sans fin**

Ce prix comprend la fourniture et le pose d'Élévateur à vis sans fin

- **Conception :** Vis d'Archimède en inox logée dans un tube inox.
- **Hygiène :** Système entièrement démontable pour un nettoyage complet (évitements des fermentations).
- **Moteur :** Réducteur protégé contre les projections d'eau (IP65).

Y compris toutes sujétions de fourniture, de pose, de raccordement, installation de test et de mise en service

**UNITE DE PAIEMENT : L'UNITE**





#### **L1.4: Pupitre de commande pédagogique**

Ce prix comprend la fourniture pose et installation d'une Pupitre de commande pédagogique,

- **Interface** : Synoptique du processus sérigraphié en façade.
  - **Affichage** : Indicateurs digitaux de la température de la pâte et de la vitesse de rotation.
  - **Sécurité** : Bouton d'arrêt d'urgence de type "Coup de poing" avec réarmement manuel.
- Y compris toutes sujétions de fourniture, de pose, de raccordement, installation de test et de mise en service

**UNITE DE PAIEMENT : L'UNITE**

### **L2 : Lot filtration, stockage et conditionnement**

#### **L2.1: Filtre à plaques (20x20 cm)**

Ce prix comprend la fourniture et le pose d'un Filtre à plaques (20x20 cm)

- **Châssis** : En Inox AISI 304 sur roues.
  - **Plaques** : 10 à 12 plaques en Nylon alimentaire ou Inox.
  - **Équipements** : Manomètre de contrôle de pression et vannes de prélèvement échantillon.
  - **Pompe** : Intégrée, de type centrifuge inox, réversible.
- Y compris toutes sujétions de fourniture, de pose, et de mise en service

**UNITE DE PAIEMENT : L'UNITE**

#### **L2.2: Citerne de stockage 200 Litres à fond conique**

Ce prix comprend la fourniture et le pose d'une Citerne de stockage 200 Litres :

- **Forme** : Cylindrique à fond conique (pente de 15° minimum pour purger les sédiments).
  - **Accessoires** : Robinet inox à boisseau sphérique, indicateur de niveau à tube protégé, et couvercle anti-poussière.
  - **Finition** : Inox 304 poli miroir interne pour éviter l'adhérence des graisses.
- Y compris toutes sujétions de fourniture, de pose, et de mise en service

**UNITE DE PAIEMENT : L'UNITE**

#### **L2.3: Étiqueteuse semi-automatique**

Ce prix comprend la fourniture et le pose d'une Étiqueteuse semi-automatique

- **Type** : Étiqueteuse de table pour contenants cylindriques.
- **Performance** : Capacité jusqu'à 500 bouteilles/heure.
- **Précision** : Cellule de détection pour étiquettes auto-adhésives.

Y compris toutes sujétions de fourniture, de pose, de raccordement, installation de test et de mise en service

**UNITE DE PAIEMENT : L'UNITE**

#### **L2.4: Remplisseuse manuelle ou semi-auto**

Ce prix comprend la fourniture et le pose d'une Remplisseuse manuelle ou semi-auto

- **Technologie** : Remplisseuse à dépression (vide) ou gravitaire électronique.
- **Matériau** : Entièrement en Acier Inoxydable AISI 304 (corps, becs et cuve).
- **Capacité** : 2 à 4 becs de remplissage (selon le débit souhaité).
- **Précision** : Système de réglage du niveau de remplissage au millimètre près dans la bouteille.
- **Compatibilité** : Doit pouvoir accepter des bouteilles en verre de 250 ml à 1 litre (formats Dorica et Marasca).
- **Hygiène** : Becs de remplissage démontables sans outils pour une stérilisation facile.
- **Sécurité** : Dispositif anti-goutte automatique à la fin du cycle de remplissage.
- **Alimentation** : 220V monophasé.
- **Accessoire inclus** : Pompe à vide intégrée pour aspirer l'huile sans l'émulsionner.



Y compris toutes sujétions de fourniture, de pose, de raccordement, installation de test et de mise en service

UNITE DE PAIEMENT : L'UNITE

### L3 : Lot MATERIEL DIDACTIQUE ET LABORATOIRE

#### **L3.1: Kit d'analyse d'acidité rapide (Titration)**

Ce prix comprend la fourniture et le pose d'un Kit d'analyse d'acidité rapide

- **Contenu** : Burette de précision, béciers, agitateur magnétique, et réactifs (alcool neutralisé, phénolphtaléine, potasse titrée).
- **Documentation** : Mode opératoire plastifié pour affichage mural.

Y compris toutes sujétions de fourniture, de pose ;

UNITE DE PAIEMENT : LOT

#### **L3.2: Instrumentation de mesure**

Ce prix comprend la fourniture et le pose d'Instrumentation de mesure

- **pH-mètre** : Digital, étanche, avec compensation automatique de température.
- **Thermomètre IR** : Visée laser, plage -30°C à +300°C.
- **Réfractomètre** : Spécifique pour l'analyse de la pureté des graisses.

Y compris toutes sujétions de fourniture, et pose ;

UNITE DE PAIEMENT : L'UNITE

### **LOT 4 : MOBILIER ET SUPPORTS DIDACTIQUES**

#### **L4.1: Table de travail centrale inox**

Ce prix comprend la fourniture et le pose d'une Table de travail centrale inox

- **Dimensions** : 2000 x 800 x 850 mm.
- **Construction** : Inox AISI 304, épaisseur tôle 1,5 mm, avec renforts oméga sous le plateau.
- **Sécurité** : Bords tombants écrasés (anti-coupure).

Y compris toutes sujétions de fourniture, et pose ;

UNITE DE PAIEMENT : L'UNITE

#### **L4.2: Support pédagogique mural**

Ce prix comprend la fourniture et le pose d'un Support pédagogique mural

- **Format** : Panneaux 100x120 cm en PVC expansé (Forex) 5mm.
- **Thèmes** :
  1. Schéma de la ligne de production.
  2. Guide des défauts sensoriels (Rance, Chômé, etc.).
  3. Protocole d'hygiène et désinfection.

Y compris toutes sujétions de fourniture, et pose ;

UNITE DE PAIEMENT : L'UNITE



### **LOT 5 : HYGIÈNE ET ENTRETIEN**

#### **L5. 1: Centrale de nettoyage basse pression**

Ce prix comprend la fourniture et le pose d'une Centrale de nettoyage basse pression

- **Fonction** : Nettoyage et désinfection des sols, murs et surfaces des machines.
- **Équipements** :
  - Système venturi intégré pour le mélange automatique de l'eau et du détergent/désinfectant.
  - Tuyau de qualité alimentaire (résistant aux graisses et à l'eau chaude jusqu'à 70°C) d'une longueur de 15 mètres minimum.
  - Pistolet de lavage avec protection anti-choc et jet réglable.
  - Support mural en inox avec enrouleur.

Y compris toutes sujétions de fourniture, de pose, de raccordement, installation de test et de mise en service

UNITE DE PAIEMENT : L'ENSEMBLE

### **L5. 2: Armoire de rangement des Équipements de Protection Individuelle (EPI)**

Ce prix comprend la fourniture et le pose d'une Armoire de rangement des Équipements de Protection Individuelle

- **Matériau :** Entièrement en **Acier Inoxydable AISI 304** (obligation en zone de production humide).
- **Configuration :**
  - Compartimenté pour séparer les vêtements de ville des vêtements de travail (principe de non-contamination).
  - Toit incliné (anti-poussière) pour faciliter le nettoyage.
  - Aérations hautes et basses.
- **Accessoires inclus :** Lot initial de 50 blouses jetables, 100 charlottes, 100 paires de surchaussures et 10 paires de lunettes de protection.  
Y compris toutes sujétions de fourniture, de pose, de raccordement, installation de test et de mise en service

**UNITE DE PAIEMENT : L'UNITE**

### **L5. 3: Bacs de stockage et de transfert (Caisses)**

Ce prix comprend la fourniture et le pose d'un Bacs de stockage et de transfert (Caisses alimentaires)

- **Matériau :** Polyéthylène haute densité (PEHD) de qualité alimentaire, certifié sans BPA.
- **Conception :** \* **Caisses ajourées :** Pour le transport des olives (permettant la circulation de l'air pour éviter la fermentation).
  - **Caisses pleines :** Pour la récupération des grignons (sous-produits).
- **Coloris :** Couleurs distinctes (ex: Vert pour les olives, Rouge pour les déchets) pour respecter la marche en avant.
- **Quantité :** Lot de 20 caisses (empilables et emboîtables).  
Y compris toutes sujétions de fourniture, de pose

**UNITE DE PAIEMENT : LOT**

### **L5. 4: Kit de signalétique et gestion documentaire (HACCP)**

Ce prix comprend la fourniture et le pose d'un Kit de signalétique et gestion documentaire (HACCP)

- **Signalétique :** Panneaux en PVC rigide (Forex) indiquant : "Lavage des mains obligatoire", "Zone de production - Accès réglementé", "Plan de nettoyage".
- **Documentation :** Registre de traçabilité et fiches de suivi de nettoyage (Check-lists quotidiennes) sous protection plastique pour affichage mural.

**UNITE DE PAIEMENT : LOT**

### **L5. 5: Extincteur a Poudre ABC 6kg**

Capacité : 6 kg.

Type de pression : À pression permanente (avec manomètre de contrôle) ou à pression auxiliaire (avec cartouche de gaz interne/sparklet).

Performance (Foyers) : Minimum 27A - 183B - C.

Corps : En tôle d'acier de haute qualité avec revêtement extérieur en résine époxy rouge (résistant à la corrosion).

Accessoires obligatoires :

Lance avec poignée de commande type "coupe-jet".

Support mural de fixation robuste.

Bague de sécurité et scellé daté.

Norme : Marquage NM (Norme Marocaine) ou CE / NF-EN3.

Y compris toutes sujétions de fourniture et de pose,



**UNITE DE PAIEMENT : L'UNITE**

### **L5. 6: Extincteur au Dioxyde de Carbone - CO2 (2 kg ou 5 kg)**

Spécifiquement dédié aux risques électriques (Pupitre de commande, Moteurs) pour éviter les dommages résiduels.

Agent extincteur : \$CO\_2\$ (Neige carbonique).

Capacité : 2 kg (suffisant pour un pupitre) ou 5 kg (recommandé pour la salle des machines).

Corps : Monobloc en acier ou alliage d'aluminium (sans soudure) pour résister à la haute pression.

Organes de diffusion :

Tromblon diffuseur en polymère isolant (pour éviter les brûlures dues au froid).

Poignée de transport et gâchette de percussion en acier.

Performance (Foyers) : Minimum 34B (pour le 2 kg).

Norme : Marquage NM ou CE / NF-EN3.

Y compris toutes sujétions de fourniture et de pose,

**UNITE DE PAIEMENT : L'UNITE**

#### **L5. 7: Services accompagnants (Installation, Mise en Service et Formation)**

##### **➤ Installation, Mise en Service :**

- **Raccordement Électrique** : Branchement de tous les équipements au pupitre central et au réseau électrique du local (conforme aux normes de sécurité en vigueur).
- **Tests à vide** : Vérification du sens de rotation des moteurs, de l'étanchéité des circuits et du bon fonctionnement des arrêts d'urgence.
- **Essais en charge** : Réalisation d'un cycle complet de trituration avec un lot d'olives (fourni par le prestataire ou l'établissement) pour valider les débits et la qualité de l'extraction.

##### **➤ Formation Technique et Pédagogique :**

- **Cible** : Personnel technique et formateurs (prévoir pour un groupe de 4 à 6 personnes).
- **Contenu Technique** : Pilotage de la ligne, réglage des paramètres (vitesse, température), procédures de démarrage et d'arrêt d'urgence.
- **Contenu Maintenance** : Entretien de premier niveau (graissage, tension des courroies, diagnostic des pannes simples).
- **Contenu Hygiène** : Protocole de nettoyage complet de la ligne (CIP) et gestion des sous-produits (grignons).
- **Durée** : Minimum **2 jours** (16 heures) avec remise d'attestations de formation.

##### **➤ Documentation Technique et Supports Pédagogiques :**

- **Dossier Technique** : Manuels d'utilisation en français, schémas électriques, fiches de données de sécurité (FDS) des produits d'entretien, et catalogue des pièces de rechange.
- **Supports Pédagogiques** : Remise d'un support de cours (livret de l'apprenant) détaillant le processus de trituration et les points de contrôle qualité (HACCP).

##### **• Unité : Lot**

##### **➤ Assistance Technique (SAV) et Garantie**

- **Garantie** : Durée minimale de **12 mois** pièces et main-d'œuvre.
- **Assistance** : Engagement d'intervention sur site sous **48 heures** maximum en cas de panne bloquante durant la campagne de trituration.

**UNITE DE PAIEMENT : L'ENSEMBLE**





DERNIERE PAGE  
APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX  
N°04/2026/ITSASBT

Marché N° : 02/2026




Le présent marché est passé après appel d'offres ouvert, sur offre de prix, en vertu des dispositions prix séance publique conformément aux dispositions du décret N° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 MARS 2023) relatif aux marchés publics.

**Objet : ACHAT DE MATERIEL DIDACTIQUE ET PEDAGOGIQUE  
POUR L'UNITE DE TRITURATION POUR LA DEMONSTRATION (UNITE ET ANNEXES) AU PROFIT DE L'ITSA  
SAHEL BOUTAHER TAOUNATE**

Montant de l'Acte d'engagement ..... (En chiffre et en lettre)

.....

.....

<p>Etablie par .</p> <div style="text-align: center;"></div> <p>A Fès , le 23/02/2026</p>	<p>Vu et vérifié</p> <div style="text-align: center;"><div style="display: inline-block; vertical-align: middle; text-align: left;"><p>Directeur ITSA De Sahel Boutaher Taounate</p><p></p><p>Signé: Mohammed EL-RHEZZALI</p></div></div> <p>A Taounate, le 26/02/2026</p>
<p style="text-align: center;">l'Entrepreneur</p>     <p>A.....,le.....</p>	<p style="text-align: center;">Visé par Le trésorier provincial de</p>     <p>A Taounate, le.....</p>
<p style="text-align: center;"><b>Dressé par</b></p>     <p>A Taounate, le .....</p>	<p style="text-align: center;"><b>Approuvé par</b></p>     <p>A Meknès, le .....</p>

